

Coordination inter-services face à un attentat avec une composante NRBC-E

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Brochure

Titre(s) : Coordination inter-services face à un attentat avec une composante NRBC-E / Jean-Charles Ramu ; directeur de mémoire, Franck Calamai

Auteur(s) : Ramu, Jean-Charles (1975-....)

Autre(s) responsabilité(s) : Calamai, Franck (1965-....) (Directeur de thèse)
Université Pierre et Marie Curie Paris 1971-2017 - Organisme de soutenance
École du Val-de-Grâce - 985
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives France - 985

Editeur, producteur : 2017

Description matérielle : 1 vol. (34 f.) : ill. en coul., cartes ; 30 cm

Note sur la responsabilité : Partenaires associés : École du Val-de-Grâce ; Commissariat à l'énergie atomique

Note sur l'exemplaire : (BCSSA) Version électronique disponible au format pdf

Note sur les bibliographies et les index : Bibliogr. f. 31-34

Note de thèses et écrits académiques : Mémoire de master 2 Sciences et technologies. Santé publique et sciences sociales. Risques sanitaires radionucléaires, biologiques, chimiques et explosifs. Option "Risque biologique" Paris 6 2017

Résumé ou extrait : Armes chimiques et biologiques sont interdites depuis le protocole de Genève. Un traité international entré en vigueur en 1997 avec la convention sur les armes chimiques renforce cette interdiction. L'utilisation de ces armes à usage terroriste a repris dans les années 80 (Irak, Japon). La survenue récente d'attentats sur le territoire national revendiqués par l'État islamique et l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et en Irak font craindre leur utilisation sur notre continent et sur notre sol. Aux risques d'emploi d'armes chimiques, biologiques et explosives s'ajoute celui de l'arme radiologique. La toxicité de ces produits, leur mode de contamination et leur potentielle persistance peuvent amener à prendre en charge de nombreuses victimes, d'où la volonté de préparation et d'organisation des services de secours de notre pays. La création de plateformes communes de gestion des appels d'urgence contribuerait à la simplification de l'action publique et rapprocherait notre organisation des standards européens et internationaux. Enfin, une réelle collaboration interservices sur la formation, le partage

mutuel en temps réel des informations et la géolocalisation des moyens améliorerait l'efficacité des secours.

Chemical and biological weapons have been forbidden since the Geneva protocol. An international treaty which came into effect in 1997 with the chemical weapons convention has strengthened this prohibition. The use of those weapons for terrorist purposes resumed in the 80's (Iraq, Japan). The recent occurrence of attacks on the national territory claimed by the Islamic State and the use of chemical weapons in Syria and Iraq raises the fear of their use on our continent and on our ground. The radiological risk is added to the risks of use of chemical, biological and explosive weapons. The toxicity of those products, their contamination mode and their potential persistence can lead to the care of many victims. Hence the willingness to prepare and organize our country's emergency services. The creation of common management platforms of emergency calls would contribute to the simplification of public action and would bring our organization closer to European and International standards. Finally, a real inter-service collaboration about learning, the mutual sharing of information in real time and the geolocation of resources would improve rescue efficiency.

Sujet - Nom commun : Armes chimiques -- Thèses et écrits académiques

Bioterrorisme -- Thèses et écrits académiques

Gestion des crises -- Thèses et écrits académiques

Gestion des situations d'urgence -- Thèses et écrits académiques

Protection civile -- Thèses et écrits académiques

Secours aux victimes de catastrophes -- Thèses et écrits académiques

Terrorisme nucléaire -- Thèses et écrits académiques